

Au sommaire

- 6 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**
Vente. Effets de la signature par le notaire de la déclaration d'intention d'aliéner
Vente. Vente sous seing privé de la pleine propriété suivie d'une vente notariée ne portant plus que sur l'usufruit : quel acte l'emporte ?
- 8 ENTREPRISE**
Sociétés et autres groupements. Nouvelles dispositions applicables aux organismes de placement collectif
Sauvegarde et redressement judiciaire. Projet de plan de sauvegarde et dérogation à la règle dite « de la priorité absolue »
- 10 FAMILLE - PATRIMOINE**
Successions / Libéralités. Défaut d'option du conjoint survivant entre les droits légaux et une libéralité en usufruit en présence d'un enfant non commun
- 12 FISCAL**
Plus-values. Calcul de la plus-value : répartition de la valeur d'acquisition de l'une des parcelles acquises elle-même divisée
Contrôle et contentieux. Contestation par l'administration fiscale du caractère commun des fonds déclaré dans l'acte notarié de quasi-usufruit
- 14 RURAL**
Aménagement foncier. Rétrocession par une SAFER : projet d'acquisition commun et action en nullité de la décision par un seul candidat
- 15 PROFESSION**
Discipline notariale. Signature de l'acte notarié en l'absence du notaire : conditions d'application de la sanction pénale

À LA Une

Publication de l'ordonnance portant réforme du régime des nullités en droit des sociétés

A été publiée, au *Journal officiel* du 13 mars 2025, l'ordonnance portant réforme du régime des nullités en droit des sociétés, élaborée à l'initiative de la direction des affaires civiles et du Sceau (DACCS) au sein du ministère de la Justice.
 Prise en application de la loi *Attractivité*, Elle a pour dessein, plus ou moins atteint, de cantonner le risque, inadapté à la vie des affaires, des nullités ainsi que d'en limiter les incidences les plus négatives. > **LIRE P. 1**